

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
6 février 2002
Français
Original: anglais

Assemblée générale**Cinquante-sixième session**

Point 74 g), h), q) et w) de l'ordre du jour

**Désarmement général et complet : assistance aux États
pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte
des armes légères; consolidation de la paix grâce
à des mesures concrètes de désarmement;
trafic d'armes légères; armes légères**

Conseil de sécurité**Cinquante-septième année****Lettre datée du 1er février 2002, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Japon
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le résumé, établi par le Président, de la Réunion de suivi de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, intitulée « Évaluation des résultats de la Conférence des Nations Unies et examen des moyens d'appliquer le Programme d'action », qui s'est tenue à Tokyo du 23 au 25 janvier 2002 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 74 g), h), q) et w), et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent du Japon
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Yukio **Sato**



**Annexe de la lettre datée du 1er février 2002,
adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent du Japon
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Résumé, établi par le Président, de la Réunion de suivi
de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite
des armes légères sous tous ses aspects, tenue à Tokyo**

La Réunion de suivi de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects s'est tenue à Tokyo, du 23 au 25 janvier 2002, à l'invitation du Gouvernement japonais; ont participé 47 représentants de 32 gouvernements, ainsi que 32 représentants de divers organismes et instituts de recherche. (Une liste des participants figure à l'appendice II.)

L'objectif de la Réunion était de maintenir le dynamisme de la Conférence et de permettre aux participants d'évaluer ses résultats et d'examiner les moyens d'appliquer vigoureusement le Programme d'action qu'elle a adopté.

Les participants ont estimé que les attaques terroristes du 11 septembre 2001, survenues entre la Conférence des Nations Unies et la Réunion de suivi, conféraient aux questions relatives aux armes légères une importance encore plus grande du fait que les problèmes liés au terrorisme, au trafic de drogues, à la criminalité organisée et aux conflits régionaux et aux armes utilisées dans ces conflits étaient étroitement liés et que la communauté internationale devait intensifier ses efforts afin de relever ces nouveaux défis.

La Réunion, qui s'est révélée très utile et d'actualité, a atteint les objectifs qu'elle s'était fixés. La plupart des participants ont réaffirmé la nécessité de maintenir l'impulsion donnée par la Conférence et de prendre des mesures énergiques à tous les niveaux en vue de la mise en oeuvre du Programme d'action. Tous les exposés présentés étaient intéressants et instructifs et les échanges de vues qui ont suivi étaient à la fois stimulants et constructifs. Le cadre général des travaux de la Réunion et certains des nombreux points soulevés et examinés au cours des séances sont récapitulés ci-dessous. M. M. Donowaki, Assistant spécial du Ministre des affaires étrangères du Japon, a assumé les fonctions de président pour la plupart des séances.

À la séance d'ouverture, il a été donné lecture d'un message de M. Junichiro Koizumi, Premier Ministre du Japon; ensuite, M. Seiken Sugiura, Vice-Ministre principal des affaires étrangères du Japon, M. Camilo Reyes, Président de la Conférence et Représentant permanent de la Colombie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, et M. Carlos dos Santos, Président du Comité préparatoire de la Conférence et Représentant permanent du Mozambique auprès de l'ONU, ont fait des déclarations.

À la première réunion, dans le cadre du thème intitulé « Évaluation de la Conférence des Nations Unies », d'importantes déclarations ont été faites par le Président, Mitsuro Donowaki, Assistant spécial auprès du Ministère des affaires étrangères du Japon, Camilo Reyes Rodriguez, Président de la Conférence des Nations Unies, João Honwana, Secrétaire de la Conférence et Chef du Service des

armes classiques du Département des affaires de désarmement de l'ONU, et Keith Krause, Directeur de programme, Small Arms Survey (Étude sur les armes légères) à Genève, lesquelles ont été suivies d'un débat général.

Lors du débat, les participants ont généralement reconnu l'utilité de la Conférence des Nations Unies et du Programme d'action en tant que légitimation des diverses activités liées à la question des armes légères et souligné l'importance de ce document. Si certains ont estimé que le Programme avait un caractère trop limité, tous ont estimé qu'il marquait une première étape importante. La plupart ont également reconnu qu'il constituait une base commune à partir de laquelle les États et les régions pouvaient avancer à un rythme adapté à leurs souhaits, à leurs besoins et à leurs moyens. Le Programme leur permet de déterminer les aspects de la question auxquels ils souhaitent accorder la priorité.

À la deuxième réunion, dans le cadre du thème intitulé « Échange de vues sur le Programme d'action adopté par la Conférence des Nations Unies », d'importants exposés ont été faits par les personnalités ci-après : Ana Maria Sampaio, du Ministère brésilien des affaires étrangères, Denis Chouinard, du Département des affaires étrangères et du commerce international du Canada, Fu Chong, du Ministère chinois des affaires étrangères, C. Edward Peartree, spécialiste des armes légères au Bureau des affaires politiques et militaires du Département d'État des États-Unis d'Amérique, Antonio Cosano Perez, Ambassadeur extraordinaire de l'Espagne pour les affaires de sécurité internationale, au nom de l'Union européenne, et S. E. M. Pasi Patokallio, de la Finlande, lesquels ont été suivis d'un débat général. Les participants ont souscrit à l'approche adoptée par M. Reyes, qui a souligné un certain nombre de mesures que les États pouvaient – et devaient – prendre immédiatement et n'exigeraient pas de formalités législatives, parmi lesquelles la création de points de contact nationaux, la désignation d'organismes nationaux de coordination pour l'application du Programme d'action et le maintien d'un registre sur les armes légères. Le Département des affaires de désarmement de l'ONU peut aussi collecter et diffuser les données et informations fournies par les États. Il a également été noté que certaines mesures présentaient plus d'utilité que d'autres pour certaines régions – on mentionnera par exemple les préoccupations de l'Asie du Sud-Est au sujet de la criminalité transnationale organisée – et que cela déterminerait les priorités en matière d'application.

Les délibérations ont permis de procéder à un échange d'informations très encourageant, donnant une indication préliminaire des initiatives qui étaient prises, tant au niveau régional que national, afin de mettre en oeuvre et de promouvoir le Programme d'action. Les participants ont reconnu que de nombreuses initiatives de ce type étaient en cours, notamment en Amérique latine et en Afrique, et qu'elles contribuaient utilement à la mise en oeuvre rapide de mesures à l'échelle nationale.

À la troisième réunion, dans le cadre du thème intitulé « Exportations vers des entités non étatiques », l'Ambassadeur dos Santos, C. Edward Peartree, du Département d'État des États-Unis d'Amérique, et Peggy Mason, du Canada, ont fait des exposés, suivis d'un débat intéressant et instructif sur la question. Le sujet avait suscité de fortes divergences de vues parmi les États participant à la Conférence des Nations Unies.

Bien que ces divisions n'aient pas disparu, le débat a été constructif et plusieurs suggestions ont été proposées en vue de les réduire. Par exemple, l'Ambassadeur dos Santos a souligné que l'application effective du Programme

d'action, en particulier du paragraphe 11 de la section II, rendrait beaucoup plus difficile l'acquisition d'armes légères par des intervenants non étatiques. Certains participants estimaient que la question pouvait être réglée si on s'efforçait de formuler plus clairement les critères d'exportation du Programme d'action dans le cadre du processus de suivi, tandis que d'autres pensaient que sa reconnaissance en tant que question de principe serait peut-être encore nécessaire. M. Peartree a reconnu avec d'autres participants que les désaccords sur la question ne devraient pas entraver l'application du Programme d'action qui était la priorité clef, mais il a exposé les préoccupations des États-Unis d'Amérique au sujet de la non-prise en compte de circonstances exceptionnelles dans lesquelles il serait nécessaire de fournir des armes à des entités non étatiques. Il a également souligné que les États-Unis préconisaient une conceptualisation différente, établissant une distinction entre les utilisateurs finals responsables et les utilisateurs irresponsables. Mme Mason a indiqué qu'un moyen utile de régler la question serait d'examiner le droit international et la manière dont il pourrait servir à appuyer une interprétation constructive du paragraphe 11 de la section II. La création d'un groupe d'experts gouvernementaux à cette fin permettrait peut-être d'avancer. La réunion a marqué le début d'un dialogue constructif et les participants ont estimé qu'il devait être poursuivi lors de réunions analogues.

À la quatrième réunion, dans le cadre du thème intitulé « Assistance et coopération internationales », des exposés ont été faits par Yoshihumi Okamura, Directeur de la Division de la maîtrise des armements et du désarmement au Ministère japonais des affaires étrangères (qui présidait également la réunion); Owen Greene, de l'Université Bradford (Royaume-Uni); Samuel Hinga Norman, Vice-Ministre de la défense de la Sierra Leone; El Ghassim Wane, chef adjoint par intérim du Centre de gestion des conflits de l'Organisation de l'unité africaine; Takuto Kubo, de la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo; et Sukehiro Hasegawa, Directeur du Bureau du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à Tokyo, interventions qui ont été suivies par un débat général.

Les participants ont salué l'initiative novatrice lancée par le Gouvernement japonais pour mettre en oeuvre une initiative de désarmement orientée vers l'action. Lors du débat général, il a été souligné que certains des pays les plus affectés et les moins avancés ne disposaient ni des moyens leur permettant de mettre en oeuvre le Programme d'action, ni de connaissances suffisantes à ce sujet. Il y a eu un débat sur les problèmes liés aux armes légères dans des pays comme le Cambodge en Asie du Sud-Est, la Sierra Leone en Afrique, et l'Albanie et l'ex-République de Macédoine en Europe. Les participants ont reconnu le rôle fondamental joué par le développement, dans la mesure où il encourageait le désarmement, la démobilisation et la réinsertion, et noté que l'ordre dans lequel ces activités étaient entreprises pouvait varier en fonction des conditions et des besoins locaux, comme par exemple en Afghanistan. Il fallait impérativement réduire l'utilité des armes pour les communautés locales, ce qui pouvait exiger d'assurer la sécurité sur le terrain, de réformer le secteur sécuritaire et de fournir à la population des moyens de subsistance.

Les participants ont également examiné les besoins de l'Afghanistan à la suite du conflit dans ce pays et le problème potentiel lié aux armes légères conservées dans la région. La relation entre le développement et le processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion s'applique au processus engagé en Afghanistan,

où les priorités sont les suivantes : aide à l'administration, gouvernement intérimaire pour l'évaluation du problème des armes légères; élaboration d'une stratégie, d'une politique et d'un plan d'action réaliste en vue de la réduction du nombre d'armes légères en Afghanistan; création de possibilités de moyens de subsistance légaux et durables afin de réduire la demande d'armes; collecte et élimination des armes légères rendues inutiles par les processus de consolidation de la paix et de réforme du secteur sécuritaire; élaboration d'approches communautaires et sensibilisation au processus de collecte d'armes légères; renforcement des capacités permettant de contrôler les flux illicites d'armes légères par le renforcement des contrôles aux frontières et de la coopération régionale; lancement de campagnes d'information par la destruction visible des armes initialement collectées afin de renforcer la confiance de la population; intervention des organisations de la société civile dans l'examen du problème des armes légères et de la violence au niveau local; renforcement des contrôles aux frontières et de la coopération régionale afin de réduire les flux illicites d'armes légères. Le PNUD s'est déclaré prêt à travailler en étroite collaboration avec les pays concernés sur ces priorités. Lors du débat, certains participants se sont déclarés préoccupés par le fait que les ressources transférées à l'Afghanistan risquaient de réduire le volume de celles allouées à d'autres pays. Toutefois, comme l'a fait observer un participant, ce n'était pas toujours de crédits dont les pays avaient besoin en priorité : l'échange de connaissances spécialisées pouvait être tout aussi utile et c'était une ressource que même les pays pauvres pouvaient partager. La coopération Sud-Sud, en particulier en matière de ressources humaines, était très importante.

À la cinquième réunion, dans le cadre du thème intitulé « Coopération entre le secteur public et le secteur non gouvernemental », Nobuhiko Suto, d'Interband, Paul Eavis, de Saferworld, Eugenia Piza-Lopez, d'International Alert, Kentaro Genma, Conseiller de projet, Groupe d'étude du Gouvernement japonais sur la question des armes légères au Cambodge, et Virginia Gamba, de Safer Africa, ont fait des exposés, suivis d'un débat général. La réunion a permis de décrire en détail les activités entreprises par la société civile, les gouvernements et les organisations régionales dans divers États et régions. D'importantes idées ont été exposées, comme l'approche du « filet de sécurité » concernant le traitement des ex-combattants et de leur famille dans le cadre de l'exécution des projets de désarmement, de démobilisation et de réinsertion. Il a été proposé que la société civile aide effectivement les gouvernements à promouvoir des solutions au problème des armes légères de diverses manières : élaboration de politiques, recherche orientée vers l'action, application et contrôle. D'aucuns se sont déclarés préoccupés par le fait que, dans certains pays et régions, les autorités demeuraient sceptiques au sujet du rôle des ONG et de la société civile. Divers participants ont également indiqué que, dans certains cas, il fallait renforcer la coordination entre les groupes d'ONG et accroître la transparence de ces organisations et des gouvernements qui devaient s'acquitter de leur obligation redditionnelle.

Appendice I

Programme de travail

Mercredi 23 janvier 2002

9 h 30-10 heures

Inscriptions

10 heures-12 h 30

Séance d'ouverture

M. Seiken Sugiura, Vice-Ministre principal des affaires étrangères du Japon.

M. Camilo Reyes Rodriguez, Président de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et Représentant permanent de la Colombie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève.

M. Carlos dos Santos, Président du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et Représentant permanent du Mozambique auprès de l'ONU.

Première réunion

Thème : Évaluation de la Conférence des Nations Unies

Président : M. Mitsuuro Donowaki, Assistant spécial du Ministre des affaires étrangères du Japon

Principaux orateurs :

M. Mitsuuro Donowaki

M. Camilo Reyes Rodriguez

M. João Bernardo Honwana, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et Chef du Service des armes classiques du Département des affaires de désarmement de l'ONU.

M. Keith Krause, Directeur de programme, Small Arms Survey (Étude sur les armes légères), Institut universitaire de hautes études internationales, Genève.

Débat

14 heures-17 heures

Deuxième réunion

Thème : Échange de vues sur le Programme d'action adopté à la Conférence des Nations Unies

Président : M. Mitsuuro Donowaki

Principaux orateurs :

Mme Anna Maria Sampaio (Brésil), Chef de la Division du désarmement et des technologies sensibles au Ministère des relations extérieures.

M. Denis Chouinard (Canada), Directeur adjoint du Programme de recherche international sur la sécurité, Division de la non-prolifération, du contrôle des armes et du désarmement, Ministère des affaires étrangères et du commerce international.

M. Fu Chong (Chine), Conseiller, Département de la maîtrise des armements et du désarmement au Ministère des affaires étrangères.

M. Fu Chong (Chine), Conseiller, Département de la maîtrise des armements et du désarmement au Ministère des affaires étrangères.

M. C. Edward Peartree (États-Unis d'Amérique), Spécialiste des armes légères, Bureau des affaires politiques et militaires au Département d'État.

M. Antonio Cosano Perez (Union européenne), Ambassadeur extraordinaire, chargé des affaires de sécurité internationale.

M. Pasi Patokallio (Finlande), Ambassadeur de Finlande en Israël et à Chypre.

Débat

13 h 30-20 heures

Réception donnée par M. Seiken Sugiura, Vice-Ministre principal des affaires étrangères du Japon

Jeudi 24 janvier 2002

10 heures-12 h 30

Troisième réunion

Thème : Exportation vers des entités non étatiques

Président : M. Mitsuro Donowaki

Principaux orateurs :

M. Carlos dos Santos, Président du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et Représentant permanent du Mozambique auprès de l'ONU.

M. C. Edward Peartree (États-Unis d'Amérique), Spécialiste des armes légères, Bureau des affaires politiques et militaires au Département d'État.

Mme Peggy Mason (Canada), Ambassadrice.

Débat

14 heures-17 heures

Quatrième réunion

Thème : Assistance et coopération internationales

Président : M. Yoshihumi Okamura, Directeur, Division de la maîtrise des armements et du désarmement au Ministère des affaires étrangères

Principaux orateurs :

M. Yoshihumi Okamura (Japon), Directeur, Division de la maîtrise des armements et du désarmement au Ministère des affaires étrangères.

M. Owen Greene, Maître de conférences, Département des études sur la paix, Université de Bradford (Royaume-Uni).

M. Samuel Hinga Norman (Sierra Leone), Vice-Ministre de la défense.

M. Sukehiro Hasegawa (PNUD), Directeur du bureau du PNUD à Tokyo.

M. El Ghassim Wane (OUA), Directeur adjoint par intérim, Centre de gestion des conflits de l'OUA.

M. Takuto Kubo (MINUK), municipalité de Skendaraj/Srbica,

Principaux orateurs :

M. Yoshihumi Okamura (Japon), Directeur, Division de la maîtrise des armements et du désarmement au Ministère des affaires étrangères.

M. Owen Greene, Maître de conférences, Département des études sur la paix, Université de Bradford (Royaume-Uni).

M. Samuel Hinga Norman (Sierra Leone), Vice-Ministre de la défense.

M. Sukehiro Hasegawa (PNUD), Directeur du bureau du PNUD à Tokyo.

M. El Ghassim Wane (OUA), Directeur adjoint par intérim, Centre de gestion des conflits de l'OUA.

M. Takuto Kubo (MINUK), municipalité de Skendaraj/Srbica, Spécialiste des affaires civiles (adjoint).

Débat

Vendredi 25 janvier 2002

9 h 30

Cinquième réunion

Thème : Coopération entre le secteur public et le secteur non gouvernemental

Président : M. Mitsuro Donowaki

Principaux orateurs :

M. Nobuhiko Suto, Interband, membre de la Chambre des représentants.

M. Paul Eavis, Directeur, Saferworld (Royaume-Uni).

Mme Eugenia Piza-Lopez, chef du Policy and Advocacy Department, International Alert (Royaume-Uni).

M. Kentaro Genma, Conseiller de projets, Étude du Gouvernement japonais sur les questions relatives aux armes légères au Cambodge.

Mme Virginia Gamba, Directrice, International Interactions, Safer Africa (Afrique du Sud).

Débat

Midi

Sixième réunion

Séance de clôture – récapitulation des travaux

Président : M. Mitsuro Donowaki

M. Seiken Sugiura, Vice-Ministre principal des affaires étrangères du Japon.

Appendice II

Liste des participants

A. États Membres et autres entités

Afrique du Sud

M. David Robin Wensley, Directeur adjoint, questions régionales relatives aux armements

Australie

M. Jeff Robinson, Conseiller, ambassade d'Australie au Japon

Belgique

Mme Marie-France André, chef du Département de la maîtrise des armements, Ministère des affaires étrangères

Brésil

Mme Ana Maria Sampaio, chef de la Division du désarmement et des technologies sensibles, Ministère des relations extérieures

M. Samuel Bueno, Premier Secrétaire, ambassade du Brésil au Japon

Cambodge

Général King Samnang, Directeur général adjoint, Police nationale cambodgienne

Canada

M. Denis Chouinard, Directeur adjoint et responsable du Programme de recherche international sur la sécurité, Division de la non-prolifération, du contrôle des armes et du désarmement, Ministère des affaires étrangères et du commerce international

Chine

M. Fu Chong, Conseiller, Département de la maîtrise des armements et du désarmement, Ministère des affaires étrangères

Égypte

S. E. M. Mahmoud Karem, Ambassadeur d'Égypte au Japon

M. Ashraf Sultan, Deuxième Secrétaire, ambassade d'Égypte au Japon

Espagne

S. E. M. Antonio Cosano Perez, Ambassadeur extraordinaire, chargé des affaires de sécurité internationale

M. Francisco Benitez, Premier Secrétaire, ambassade d'Espagne au Japon

États-Unis d'Amérique

M. C. Edward Peartree, Spécialiste des armes légères, Bureau des affaires politiques et militaires, Département d'État

Ex-république yougoslave de Macédoine

M. Trpe Stojanovski, Conseiller, Département de la coopération internationale et de l'intégration européenne, Ministère de l'intérieur

Fédération de Russie

M. Alexey M. Ovchinnikov, Premier Secrétaire, ambassade de la Fédération de Russie au Japon

Finlande

S. E. M. Pasi Patokallio, Ambassadeur de Finlande en Israël et à Chypre

France

M. Étienne Bosquillon de Jenlis, Contrôleur général des armées, Ministère de la défense

M. Graham Paul, Conseiller politique, ambassade de France au Japon

M. Casabonne-Masonnave, Premier Secrétaire, ambassade de France au Japon

M. Mathien Lefébure, Attaché, ambassade de France au Japon

Inde

M. Ramesh Chander, Conseiller, ambassade de l'Inde au Japon

M. C. Rajashekar, ambassade de l'Inde au Japon

M. T. Armstrong Changsam, Deuxième Secrétaire, ambassade de l'Inde au Japon

Indonésie

M. Abdurrahman Moh. Fachir, Directeur adjoint, affaires politiques et de sécurité, Direction des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères

Israël

M. Alon Bar, Ministre-conseiller, Division de l'Égypte, Ministère des affaires étrangères

M. Dan Arbell, Ministre-conseiller, chef adjoint, ambassade d'Israël au Japon

Jordanie

M. Atef Odibat, Directeur, Centre régional pour la sécurité humaine, Institut jordanien de la diplomatie

Kenya

Mme Sharon Konchellah, Secrétaire adjointe, Division des conférences des organisations internationales et des armes légères, Ministère des affaires étrangères

S. E. Mme Mary Donde Odinga, Ambassadrice, ambassade du Kenya au Japon

Mali

S. E. M. Nakounte Diakite, Ambassadeur, Directeur des affaires politiques, Ministère des affaires étrangères et des Maliens de l'extérieur

Mexique

M. Alejandro Negrin, Directeur adjoint, Direction générale du système des Nations Unies, Ministère des affaires étrangères

Niger

Colonel Maimoctar Kassouma, Président, Commission nationale pour la collecte et le contrôle des armes illicites

Nigéria

M. Simeon Adewale Adekanye, fonctionnaire des affaires étrangères (classe spéciale) et Directeur du Département des organisations internationales, Ministère des affaires étrangères

S. E. M. Emmanuel Oseimiegba Otiotio, Ambassadeur, ambassade du Nigéria au Japon

M. Godwin Owoicho Agamah, Ministre-conseiller, ambassade du Nigéria au Japon

Norvège

S. E. M. Leif Arne Ulland, Ambassadeur, Conseiller spécial pour les questions de maîtrise des armements et de désarmement, Département des politiques de sécurité, Ministère des affaires étrangères

Nouvelle-Zélande

Mme Maria Borshevsky, Deuxième Secrétaire, ambassade de Nouvelle-Zélande au Japon

Philippines

M. Robert O. Ferrer, fonctionnaire des affaires étrangères, Directeur, Bureau des Nations Unies et des organisations internationales

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Mme Geradine O'Callaghan, Conseillère principale, Département de la maîtrise des armements, de la gestion des conflits et des affaires humanitaires; Département du développement international

M. Andrew Wood, Directeur adjoint, chef du Secrétariat des politiques de contrôle des exportations, de la prolifération et de la maîtrise des armements, Ministère de la défense

M. Simon N. Brown, Deuxième Secrétaire, ambassade du Royaume-Uni au Japon

Sierra Leone

S. E. M. Samuel Hinga Norman, Ministre adjoint de la défense

M. Dennis Kpawoh Vandi, Directeur adjoint de la défense, Ministère de la défense

Suède

M. Joakim Vaverka, Administrateur de secteur, Section du désarmement et de la non-prolifération, Département de la sécurité mondiale, Ministère des affaires étrangères

Suisse

M. Stefano Toscano, Division politique IV, Section de la paix et de la sécurité humaine, Département fédéral suisse des affaires étrangères

Union européenne

M. Cornelis Keijzer, Premier Secrétaire, délégation de la Commission européenne au Japon

Mme Helene Strom, délégation de la Commission européenne au Japon.

B. Représentants d'organisations internationales et régionales

S. E. M. Camillo Reyes Rodriguez

Président de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects

Représentant permanent de la Colombie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

S. E. M. Carlos dos Santos

Président du Comité préparatoire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects

Représentant permanent du Mozambique auprès de l'ONU

M. João Bernardo Honwana

Chef du Service des armes classiques, Département des affaires de désarmement de l'ONU, Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects

M. Tsutomu Ishiguri

Directeur, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le Pacifique

M. Jean-Jacques Purusi Sadiki

Chargé de bureau, Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique

M. Alves Gasparini

Directeur du Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes

M. Sukehiro Hasegawa

Directeur du bureau du PNUD à Tokyo

M. Nils Kastberg

Directeur du Bureau des programmes d'urgence de l'UNICEF

Mme Sae-ryo Kim

Administratrice de programmes adjointe, UNICEF, Tokyo

M. El Ghassim Wane

Chef adjoint par intérim, Centre de gestion des conflits de l'OUA.

C. Experts et représentants d'ONG

M. W. James Arputharaj

Directeur exécutif, South Asia Partnership International

M. Paul Eavis

Directeur, Saferworld (Royaume-Uni)

Mme Virginia Gamba

Directrice, International Interactions of Safer Africa (Afrique du Sud)

M. Kentaro Genma

Conseiller de projets, Attaché de recherche auprès du Gouvernement japonais sur les questions des armes légères au Cambodge

M. Owen Greene

Maître de conférences, Département des études sur la paix, Université de Bradford (Royaume-Uni)

M. Keith Krause

Directeur de programmes, Small Arms Survey, Institut universitaire de hautes études internationales, Genève

M. Takuto Kubo

Municipalité de Skendaraj/Srbica, Spécialiste des affaires civiles (assistant), MINUK

S. E. Mme Peggy Mason

Ambassadrice du Canada

Mme Eugenia Piza Lopez

Chef du Policy and Advocacy Department, International Alert (Royaume-Uni)

M. Neb Sinthay

Coordonnateur exécutif, Groupe de travail pour la réduction des armes (Cambodge)

Mme Joanna Spear

Directrice, Programme de recherche universitaire, Département des études sur la guerre, Université de Londres.

D. Experts et représentants d'ONG japonaises

M. Nobuhiko Suto

Interband, membre de la Chambre des représentants

M. Kuniaki Asomura

Directeur exécutif, Centre japonais pour la diplomatie préventive

M. Yoshitomo Tanaka

Assistant spécial du Ministre des affaires étrangères

M. Tsutomu Arai

Chargé de recherche principal et Directeur de la planification, Centre de la promotion du désarmement et de la non-prolifération, Institut japonais des affaires internationales.

E. Gouvernement japonais

S. E. M. Seiken Sugiura

Vice-Ministre principal des affaires étrangères du Japon

M. Mitsuro Donowaki

Assistant spécial du Ministre des affaires étrangères

M. Yuji Miyamoto

Directeur général, maîtrise des armements et affaires scientifiques, Ministère des affaires étrangères

M. Takashi Osanai

Directeur général adjoint, maîtrise des armements et affaires scientifiques, Ministère des affaires étrangères

M. Yoshihumi Okamura

Directeur de la Division de la maîtrise des armements et du désarmement, Ministère des affaires étrangères

M. Kenichiro Tanaka

Responsable de secteur, Division de la maîtrise des armements et du désarmement, Ministère des affaires étrangères

Agence japonaise de coopération internationale

Mme Eri Komukai

Spécialiste associée, Division des questions mondiales, Département de la planification et de l'évaluation

Mme Yuko, Dohi
